

Ancrage local et (dé)construction scolaire de la xénophobie : les effets de lieu sur les représentations de l'étranger chez les lycéens de quartiers populaires à Johannesburg

*Jeanne Bouyat*¹

Dans l'Afrique du Sud postapartheid, les attaques xénophobes ciblant les migrants internationaux sont récurrentes. Elles prennent la forme de pillages, incendies et meurtres. Les plus violentes, survenues en mai 2008, ont entraîné 62 morts et l'éviction de 10 000 personnes en deux semaines. Elles auraient causé 309 morts et 100 000 déplacements depuis 1994 [Misago et Mlilo, 2019, p. 3].

Les causes de ces attaques font débat. Certaines publications insistent sur les frustrations économiques, décrites comme le terreau de la montée du chauvinisme. D'autres soulignent le rôle des discours politiques d'exclusion portés par les élites, dans un contexte où les attitudes xénophobes sont de plus en plus populaires. L'importance des facteurs locaux est aussi souvent soulignée. Les attaques de mai 2008 sont survenues là où les inégalités entre revenus moyens et faibles, la diversité linguistique et la proportion d'hommes Noirs sont plus fortes [Fauvelle-Aymar et Segatti, 2011, p. 75]. La violence est liée aux rivalités politiques entre

1. Doctorante au Centre de recherches internationales (CERI), Sciences Po Paris. Les données ont été collectées dans le cadre d'un mémoire de Master à Sciences Po Paris et la recherche a bénéficié du soutien du Centre for Urbanism and the Built Environment Studies (CUBES), Wits University, Johannesburg et Institut français d'Afrique du Sud (IFAS), Johannesburg. Je tiens à remercier ma co-directrice Claire Bénit-Gbaffon pour ses conseils.

partis et organisations civiques et aux actions des élus locaux [Katsaura et Abe, 2016, p. 58]. La xénophobie s'inscrit aussi dans une « genèse locale » liée à l'histoire des droits de propriété et évictions [Nieftagodien, 2011].

La distribution spatiale des attaques invite à explorer davantage ces facteurs locaux, car elles surviennent à répétition dans des « points chauds ». Selon Misago et Mlilo, 40 % des attaques se concentrent dans la province du Gauteng, et les points chauds se situent surtout à Johannesburg [2019, p. 3-5]. La carte ci-dessous conçue à partir des données de leur étude montre que les townships d'Alexandra et Soweto et des zones proches du centre-ville en font partie.

De janvier à mai 2015, j'ai conduit une enquête auprès de lycéens de Yeoville, une banlieue péricentrale, d'Orlando Est (Soweto) et d'Alexandra. Des attaques xénophobes ont éclaté durant mon terrain à Alexandra, Orlando Est, et Jeppesstown, près de Yeoville. Dans cet article, j'interroge comment les attitudes des lycéens à l'égard de l'étranger varient selon la localisation de leurs établissements et la survenance d'attaques. Je montre que les subjectivités politiques des lycéens sont influencées par une conception de la citoyenneté fondée sur l'indigénité, mais que celle-ci est plus populaire chez les lycéens scolarisés dans les townships qu'à Yeoville. J'analyse ainsi la xénophobie comme un « discours politique hégémonique » [Neocosmos, 2006] médié spatialement par des « effets de lieu » [Bourdieu, 1993] et influencé par l'« habitus organisationnel » des lycées [Carter, 2012].

Je discute comment les restrictions migratoires ont fabriqué l'hégémonie de la xénophobie en Afrique du Sud, puis je souligne ses différenciations locales, en présentant les quartiers étudiés. J'analyse ensuite les traits communs et contrastes entre les attitudes des lycéens, et le rôle du personnel scolaire dans la (dé)construction de ces frontières.

La fabrique d'une xénophobie hégémonique en Afrique du Sud

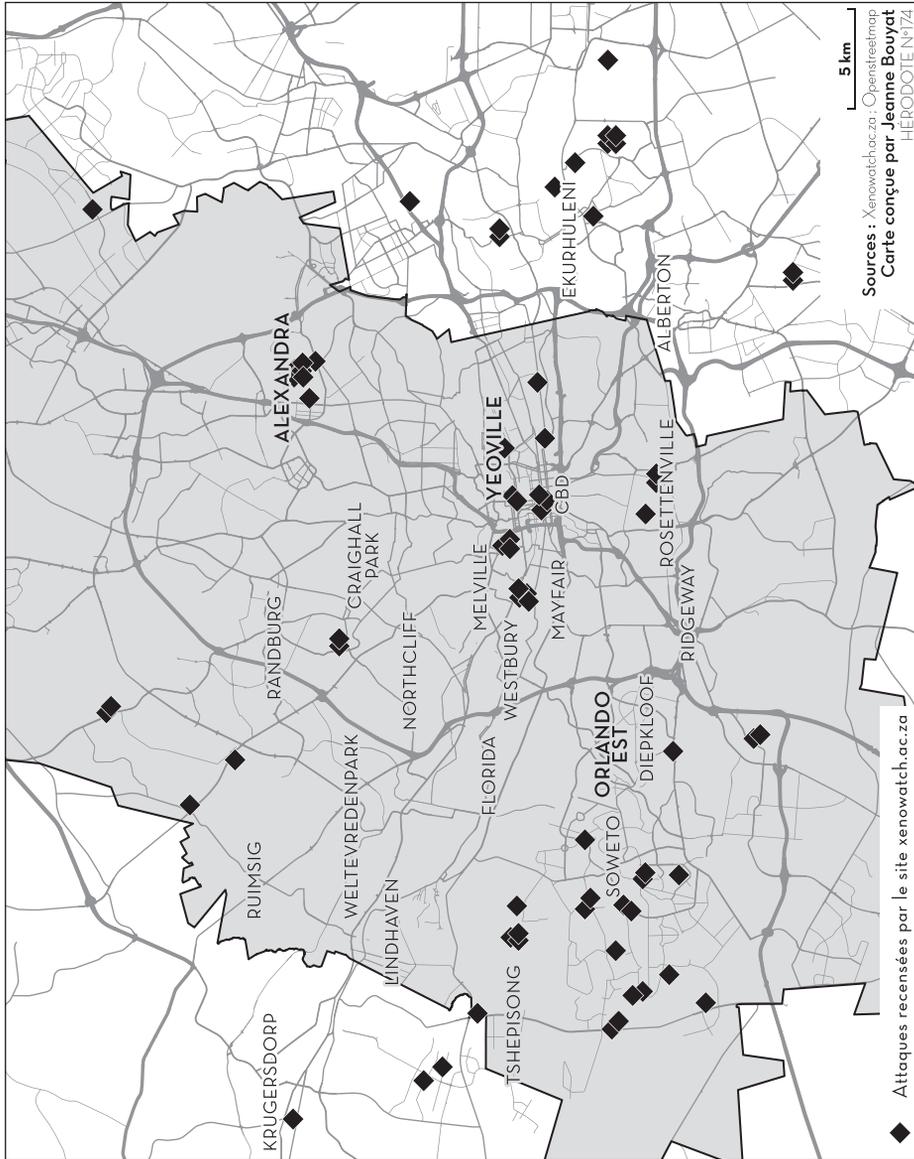
Pour Neocosmos, la xénophobie est un discours politique reposant sur une citoyenneté fondée sur « l'indigénité et la passivité ». Elle est liée à l'intégrité territoriale, est acquise par filiation et constituée en opposition aux « étrangers » à une communauté. Il analyse la prévalence du discours xénophobe comme résultant de la combinaison entre « interpellation étatique » (*state interpellation*) et « capacité d'agir populaire » (*popular agency*) [2006, p. 20]. Son approche permet d'historiciser la xénophobie et de la considérer comme produit de la construction dialectique d'identités politiques entre État et société.

Dans le cas sud-africain, il affirme que « la conception excluante de l'État-nation est le résultat direct du mode de gouvernement de l'État d'apartheid et de la façon dont ce système a été appréhendé et combattu ». Les mobilisations

ANCRAGE LOCAL ET (DÉ)CONSTRUCTION SCOLAIRE DE LA XÉNOPHOBIE

CARTE 1. – LES ATTAQUES XÉNOPHOBES À JOHANNESBURG DEPUIS 1994

Hérodote, n° 174, La Découverte, 3^e trimestre 2019.



politiques « subalternes » auraient échoué à imposer une citoyenneté plus active et inclusive [2006, p. 18-20]. Il souligne la continuité d'une conception de la citoyenneté fondée sur l'indigénité, construite sur des critères raciaux et ethniques sous les régimes coloniaux et d'apartheid, et fondée depuis 1994 sur la division entre nationaux et non-nationaux. Il met aussi en avant la similarité entre la criminalisation des immigrants ruraux et internationaux sous l'apartheid, et celle des immigrants internationaux sans papiers post-1994.

En effet, la gestion raciste des migrations transfrontalières permettait le maintien d'un système de travail saisonnier migrant, servant les intérêts des secteurs miniers et agricoles. Les immigrants Noirs² des pays voisins étaient embauchés sous contrat et devaient quitter le territoire à son échéance, tandis que l'immigration des Blancs était encouragée pour consolider la minorité Blanche. De plus, la présence et la circulation de « non-Blancs » à l'intérieur du pays étaient régulées par la ségrégation rurale et urbaine. Le *Native Land Act* de 1913 a limité la possession de terres pour les Noirs à des zones rurales représentant moins d'un dixième du pays, qui sont ensuite devenues les bantoustans. Ces zones étaient administrées indirectement par des chefs traditionnels et attribuées à des tribus « désignées », consacrant des identités plus fluides à travers des régimes politiques et des territoires. Les bantoustans étaient conjugués à un contrôle des migrations rurales et urbaines (*influx control*) et à la racialisation des villes. Le *Native Urban Area Act* de 1923 a rendu obligatoire la possession d'un passeport (*passbook*) pour les « Indigènes » (*Natives*) pour résider en ville. Mais les municipalités pouvaient en dispenser certains résidents Noirs afin de les stabiliser dans certains quartiers. Ceci a introduit une différenciation parmi les *Natives* entre résidents urbains et migrants ruraux [Fourchard, 2018, p. 51]. La construction des townships s'appuyait ainsi sur une stratégie du « diviser pour mieux régner » fondée sur une hiérarchisation des droits de propriété, des hôtels réservés aux migrants ruraux et un zonage ethnique copiant les bantoustans [Bonner et Segal, 1998, p. 34-44]. Ces divisions se sont affirmées dans les années 1950 et 1960, alors que les « migrants » étaient massivement expulsés vers les bantoustans.

Ainsi, cette gestion raciste des migrations a formé un « système d'immigration à double entrée ». L'immigration des Blancs était encouragée tandis que les déplacements des non-Blancs nés en Afrique du Sud et à l'étranger étaient similairement restreints. Cela eut pour effet d'institutionnaliser une « dénationalisation de la population indigène » [Segatti, 2011, p. 34], de brouiller la notion de citoyenneté chez les Noirs, et de nuancer la légitimité à résider dans les townships.

2. J'utilise des majuscules pour les catégories raciales pour souligner qu'elles renvoient à des constructions administratives historiques qui ont encore une dimension sociale significative. J'ajoute des guillemets lorsque c'est nécessaire pour insister sur la construction administrative de ces catégories.

Neocosmos souligne qu'une conception alternative de la citoyenneté a émergé grâce au militantisme antiapartheid, fondée sur la lutte commune, mais qu'elle fut marginalisée dans les années 1990. Il explique que le mouvement avait un fort biais urbain, qu'il peinait à établir des liens avec les militants ruraux, et que les cadres en exil ont dédaigné l'apport positif du système des travailleurs migrants, en le réduisant à une oppression de l'apartheid. Pour eux, les migrants devaient être « nationalisés » afin que les mines recrutent « aux portes de l'usine ». La démocratisation allait de pair avec le double remplacement des travailleurs immigrés transfrontaliers par des Sud-Africains et des ruraux par des urbanisés [2006, p. 77]. Les restrictions d'accès au travail pour les non-nationaux se sont ainsi imposées comme des mesures « progressives ». Lorsque la ségrégation, l'*influx control* et les quotas d'immigration racistes ont pris fin, la gestion de l'immigration internationale a continué à présenter de troublantes ressemblances avec la période précédente. De nouvelles barrières ont été érigées en créant des catégories de visas et une structure tarifaire permettant de sélectionner une immigration qualifiée pesant fortement sur les Africains [Peberdy, 2001, p. 18]. La criminalisation des considérés sans papiers s'est développée par le biais d'un système d'arrestation-expulsion parmi les plus massifs du monde, totalisant pas moins de 400 000 reconduites entre 2011 et 2016.

Outre la persistance d'une citoyenneté fondée sur l'indigénité et d'un contrôle migratoire exceptionnellement restrictif, Neocosmos explique que l'hégémonie de la xénophobie en Afrique du Sud provient aussi d'une conception « passive » de la citoyenneté. Il décrit comment la citoyenneté libérale postapartheid tend à s'assimiler à un catalogue de droits individuels, fondé sur une lecture formelle et technique des droits de l'Homme, et la promesse d'un accès privilégié à des services publics. Pour lui, cette passivité est encouragée par la « bourgeoisie nationale » formée des classes moyennes Noires, et la « dépolitisation » entraînée par l'affaiblissement de la société civile post-1994.

Neocosmos a forgé cette analyse en 2006, avant les attaques de 2008. Il se focalise ainsi sur l'approbation tacite d'une xénophobie promue par une interpellation étatique plutôt que sur les formes populaires actives qu'elle a depuis acquises. Pourtant, sa conceptualisation s'avère utile pour étudier les évolutions récentes des subjectivités politiques. En effet, Hayem a approfondi son approche théorique en étudiant les réponses étatiques et les discours populaires sur les attaques de mai 2008, et avance que les notions de citoyenneté et de droits de l'Homme sont devenues plus excluantes. Ses recherches sur les ouvriers d'usine de Durban et de Port Elisabeth dans les années 1990 ont montré qu'ils adoptaient une conception inclusive de la construction nationale centrée sur l'« unanimité productiviste » et un « avenir commun pour tous » [Hayem, 2013, p. 84]. Cependant, elle estime que mai 2008 a marqué un tournant en entérinant une « dialectique nationale *versus* non-nationaux » [2013, p. 96]. En analysant les discours des citoyens ayant pris

part aux attaques, elle analyse le déclin d'une définition des droits de l'Homme compris comme des principes universels, au profit d'une conception renvoyant à des droits politiques restreints aux citoyens sud-africains. Elle montre aussi que la réponse étatique aux violences s'est limitée à une assistance humanitaire minimale aux victimes. Les déplacés ont été hébergés temporairement dans des camps mais leur réintégration n'a pas été facilitée et les auteurs des violences n'ont pas été condamnés. L'enjeu des « droits de l'Homme à l'extérieur des camps » et du « débat implicite » au sujet du « droit à des droits » [2013, p. 79] pour les migrants internationaux a été passé sous silence. Elle conclut que le gouvernement a ainsi « succombé à la xénophobie politique dominante » [2013, p. 96] et que sa « mauvaise gestion » de la violence a permis sa récurrence.

L'évolution des subjectivités politiques décrite par Hayem s'inscrit non seulement dans une époque, mais aussi dans un lieu. Comme elle le fait remarquer, les ouvriers de Durban et Port Elisabeth étaient probablement plus susceptibles que les chômeurs d'adopter une conception de la citoyenneté inclusive et active, fondée sur le travail [2013, p. 94]. De même, la conception restrictive des droits de l'Homme a sûrement davantage été l'apanage des Sud-Africains ayant pris part aux attaques ou à des manifestations pour l'accès aux services publics dans des townships spécifiques, où l'accès au logement et à l'électricité est particulièrement compétitif [2013, p. 85]. Il semble donc important de considérer le rôle médiateur des lieux sur l'hégémonie de la xénophobie.

Explorer les effets de lieu sur la xénophobie à Johannesburg

La recherche comparative sur la xénophobie en Afrique propose de penser conjointement l'émergence des discours nationalistes dans la construction des États et les configurations locales de l'autochtonie [Fourchard et Segatti, 2015, p. 2-6]. Ceci invite à spatialiser l'analyse de Neocosmos. La notion d'« effets de lieu » forgée par Bourdieu [1993] apparaît ici stimulante. Elle envisage le social et le spatial comme consubstantiels : les processus sociaux doivent être étudiés en considérant leur dimension spatiale. Les lieux sont produits par la combinaison d'espaces physiques, sociaux et sociaux réifiés : la structuration de l'espace social se traduit dans la structuration matérielle de l'espace physique, en partie « incorporée » dans les « structures mentales » [1993, p. 255]. Les lieux habités et fréquentés contribuent ainsi à la formation de l'habitus [1993, p. 259]. Au-delà du constat que les positions sociales et les représentations sont influencées par la spatialité, la notion permet de conceptualiser l'« inertie » produite par l'ancrage physique des structures sociales et mentales. Bourdieu explique que leur imbrication étroite dans un lieu peut seulement être modifiée par un « travail de transplantation » exigeant [1993, p. 252], tel que la

mobilisation collective pour des infrastructures ou la « mobilité spatiale » individuelle [1993, p. 258]. Explorer ces effets de lieu sur le discours hégémonique de la xénophobie revient à questionner comment l'inscription physique des structures sociales et mentales dans un lieu configure la médiation entre interpellations étatiques identitaires et l'exercice populaire du politique. Comment un lieu produit-il une inertie vis-à-vis d'une forme atténuée ou exacerbée de ce discours hégémonique ?

À l'aune des précédentes publications sur les attaques xénophobes, trois types d'effets de lieu sont ici considérés : les profils socioéconomiques, raciaux, linguistiques et nationaux des résidents ; l'usage de la xénophobie ou de l'antixénophobie comme un discours politique par les élus et la société civile locale ; et la construction locale des droits de propriété.

Les trois lieux étudiés sont des quartiers à faibles et très faibles revenus, avec des histoires contrastées. Leur densité résidentielle a significativement augmenté depuis les années 1990, et ils hébergent des populations immigrées variées, reflétant l'attractivité de la province du Gauteng (voir l'encadré). Leurs résidents sont confrontés à un chômage élevé mais inégal, illustrant leur distance différentielle du cœur économique du centre-ville. Selon le recensement de 2011, un tiers des habitants de Yeoville, la moitié de ceux d'Alexandra et les trois quarts de ceux d'Orlando Est sont sans emploi. La carte ci-dessous représente la distribution résidentielle racialisée à Johannesburg. Elle révèle que les lieux étudiés sont parmi les quartiers les plus « exclusivement Noirs ».

ENCADRÉ 1. LE GAUTENG, UNE RÉGION ATTRACTIVE
POUR LES MIGRATIONS INTRANATIONALES ET ISSUES D'AFRIQUE AUSTRALE

L'Afrique du Sud est la première destination des migrations transfrontalières en Afrique. Pourtant, la proportion des internationaux y reste limitée. D'après le recensement de 2011, ils étaient 2,2 millions. Ils sont probablement entre 2,8 et 3 millions en 2019, soit 5 % de la population. Les trois quarts sont africains, et 68 % sont de la SADC³, principalement de Zimbabwe, Mozambique, Malawi et Lesotho. La moitié réside dans le Gauteng et un quart à Johannesburg, où ils représentent 10 % des résidents. Le Gauteng attire aussi des migrants venus d'autres provinces, qui représentent un quart des résidents. La majorité vient du Limpopo et du KwaZulu-Natal, et du Cap Oriental et du Mpumalanga. Environ 1,9 million de migrants intérieurs et 750 000 migrants internationaux sont arrivés dans la province entre 2006 et 2016 [StatsSA, 2018, p. 15]. Les trois quarts des migrants internationaux et internes sont arrivés post-1994.

3. La Communauté de développement d'Afrique australe – CDAA (ou SADC, Southern African Development Community) – est une organisation qui vise à promouvoir le développement économique de l'Afrique australe.

CARTE 2. – DISTRIBUTION RÉSIDENTIELLE EN FONCTION DE L'APPARTENANCE RACIALE À JOHANNESBURG EN 2011



Les quartiers ont connu différents changements démographiques. Yeoville, banlieue péricentrale anciennement blanche fondée en 1890, est une porte d'entrée historique pour les migrants, où ont résidé des Juifs et des immigrés européens dès 1920. À la fin des années 1970, le quartier est devenu racialement mixte, et à la fin des années 1990, la population blanche a massivement déménagé et ne représente que 2 % des résidents en 2011. En parallèle, des migrants internationaux sont arrivés. D'après le recensement de 2011, ils représentent 52 % des résidents.

À l'inverse, les deux townships ont accueilli des minorités immigrées du Lesotho, Mozambique et Zimbabwe pendant l'apartheid, et des migrants ruraux depuis leur création. Les migrants internationaux y représentent 5 à 7 % des résidents, tandis que les migrants ruraux constituent respectivement 60 % et 40 % des habitants d'Alexandra et Orlando Est. La moitié vient du Limpopo à Alexandra, et leurs origines sont plus diverses à Orlando : Limpopo, Cap Oriental, KwaZulu-Natal [De Wet *et al.*, 2008, p. 13].

Reflétant cette diversité, les deux lycées étudiés de Yeoville accueillent des élèves de quatorze pays africains qui constituent la moitié des classes. Les trois lycées étudiés des townships proposent l'enseignement de trois à quatre langues officielles, afin de satisfaire les besoins linguistiques des migrants ruraux. Un à deux élèves par classe en moyenne vient d'un pays voisin.

En outre, les cultures politiques locales y sont contrastées. Yeoville était une banlieue tranquille sous l'apartheid, mais est devenu le foyer d'un réseau d'ONG actif comprenant des associations de diasporas, et est le point d'ancrage de la mobilisation antixénophobe à Johannesburg [Bouyat et Malavolti, 2016]. La croissance démographique locale ne s'est pas accompagnée d'un développement des infrastructures. Les immigrés sont parfois localement accusés de « provoquer la dégradation urbaine » et d'être des « agresseurs spatiaux » [Katsaura et Abe, 2016, p. 60]. Cependant, les tensions xénophobes y sont réduites et aucune attaque ne s'y est jamais produite. Les leaders locaux atténuent l'« imminence de la xénophobie » à travers des « actions, pratiques et discours isolés, spontanés et quelquefois collectifs » [2016, p. 68]. Occasionnellement, l'expression de la xénophobie dominante par la police et les élus est stratégiquement contestée lors des réunions publiques. Bénit-Gbaffou et Mkwanzazi remarquent que la capacité circonscrite des migrants à contrecarrer le discours xénophobe y est « exceptionnelle », permise par la présence des groupes organisés de la diaspora, insérés dans les réseaux civiques sud-africains à l'intérieur et au-delà du quartier [Bénit-Gbaffou et Mkwanzazi, 2012, p. 132].

Les deux lycées privés de Yeoville étudiés ont été créés par les membres de la diaspora congolaise et zimbabwéenne à la fin des années 1990, insérés dans le réseau des migrants organisés. Ceci renforce la posture exceptionnellement antixénophobe de ces lycées. Les élèves participent ainsi régulièrement aux mobilisations anti-xénophobes et panafricaines dans le quartier et notamment à la

parade de l'*Africa Day*, célébrée tous les 25 mai à Yeoville. Les élèves portent alors des tenues traditionnelles ou leurs uniformes en agitant des drapeaux, et défilent aux côtés des leaders des diasporas, et parfois d'ambassadeurs de pays africains voisins ou du *Premier* du Gauteng. Cela atteste que Yeoville est un levier de la mobilisation panafricaine.

Orlando Est et Alexandra sont eux des lieux symboliques de la lutte contre l'apartheid. Orlando Est est l'un des plus anciens quartiers de Soweto et a acquis une renommée internationale en raison du soulèvement étudiant de 1976 et de son rôle central dans la rébellion armée des années 1980. Elle a accueilli de nombreux leaders de l'ANC dont Nelson Mandela et Walter Sisulu. Ses résidents avaient initié la lutte contre la ségrégation par des mouvements de squatters dans les années 1930, le boycott de loyers dans les années 1950 et la signature de la Charte de la liberté en 1955 [Bonner et Segal, 1998]. Orlando Est concentre aujourd'hui des retraités et squatters arrivés récemment [*ibid.*, p. 134]. Elle héberge un militantisme pour le logement, l'électricité et l'eau. On y trouve le bureau du Soweto Electricity Crisis Committee. Toutefois, sa culture politique semble fragmentée. Dans les lycées étudiés, plusieurs syndicats d'enseignants coexistent et je n'y ai pas rencontré d'élève affilié à un syndicat, ce qui est symptomatique d'une relative dépolitisation de la jeunesse. Orlando Est n'est pas un point chaud des attaques xénophobes, mais elles y ont explosé en février 2015 dans les abords des lycées étudiés. J'ai ainsi animé des discussions avec les élèves d'Orlando Est après les attaques. Les magasins pillés, situés en face du portail du lycée, étaient laissés à l'abandon alors que les attaques étaient encore visibles. Ces magasins vides attestent de la proximité des attaques et de l'absence relative d'une réponse organisée de la communauté, rendant impossible le retour des commerçants. Des pillages similaires ont eu lieu en août 2018, suscitant à nouveau une réponse limitée. Des élèves ont même vendu des sucreries volées lors des pillages. Il est probable que les attaques y touchent de plus en plus les lycées.

Alexandra n'est pas aussi renommée que Soweto mais est une « township quintessentielle de l'Afrique du Sud », un « point noir » au cœur de la banlieue nord anciennement réservée aux Blancs [Nieftagodien, 2015]. Fondée en 1912 en tant que township pour Noirs et Métis (« *Coloured* »), les Noirs pouvaient y posséder des propriétés. Ses habitants ont conservé une certaine autonomie, ce qui en fait « la Mecque de la culture et de la politique ouvrières Noires urbaines ». Elle a été le foyer du boycott des bus dans les années 1940 et 1950 et de la « guerre des Six jours » en 1986. Elle reste un foyer dense d'organisations civiques et de compétition électorale [Nieftagodien, 2011, p. 112].

À l'image de ce fort militantisme organisé, les enseignants du lycée étudié étaient tous affiliés au syndicat majoritaire SADTU, et plusieurs élèves appartenaient au syndicat étudiant COSAS, tous deux alignés sur l'ANC. L'histoire

d'Alexandra est aussi marquée par des tensions entre *insiders* et *outsiders* autour de la notion des résidents *bona fide* (de bonne foi), qui renvoie aux résidents urbains « légitimes », par opposition aux migrants [Nieftagodien, 2011, p. 110]. Pendant la lutte, ces divisions ont été contenues par une politique radicale et inclusive, mais les tensions ont resurgi post-1994, alors que la vie civique s'est fragmentée et des demandes pressantes en matière de logement n'ont pas été satisfaites par les rénovations [*ibid.*, p. 132]. Les attaques de mai 2008 ont débuté à Alexandra et y étaient intenses. Des pillages et meurtres xénophobes y ont à nouveau été perpétrés en 2015, après mon enquête. La township a la réputation d'être l'un des « points chauds » de la xénophobie, ce qui a terni son image associée au militantisme radical et inclusif. La xénophobie y est politiquement sensible, plus encore qu'à Soweto.

Avant d'analyser les discours des lycéens, il convient de préciser la méthodologie. Celle-ci combine approches quantitatives et qualitatives pour permettre aux élèves d'exprimer leurs attitudes de façon plurielle. Des questionnaires ont été soumis à 292 élèves de deux lycées à Yeoville et Alexandra, distribués lors de 15 ateliers avec des classes de 5^e à 1^{re}. 50 élèves ont participé à 6 groupes de discussion et 28 à des entretiens individuels. Des ateliers de théâtre⁴ ont aussi été organisés avec 14 élèves, ainsi qu'une observation participante dans des lycées de Yeoville et lors de mobilisations antixénophobie à Johannesburg.

Les représentations de l'étranger chez les lycéens : différenciation spatiale du discours xénophobe hégémonique

Je présente d'abord certains traits communs dans les discours des lycéens, qui reflètent le discours hégémonique de la xénophobie. Je discute ensuite comment les stéréotypes sur les migrants internationaux sont davantage remis en cause à Yeoville, tandis que les lycéens des townships manifestent des attitudes plus négatives à l'égard des migrants internationaux et ruraux.

« On ne peut pas changer d'où on vient » : l'appartenance fondée sur l'indigénité

Trois tendances peuvent être identifiées dans les discours des lycéens. D'abord, ils adoptent bien une conception de la citoyenneté fondée sur l'indigénité, telle que la décrit Neocosmos, qui repose sur la descendance et le lieu de naissance.

4. Sur le thème des « relations avec les étrangers dans le quartier », animé avec des élèves du Hillbrow Theatre.

Dans les questionnaires, la figure de l'étranger est principalement associée aux non-nationaux. À la question ouverte : « Qu'est-ce que le mot étranger signifie pour vous ? », 79 % des élèves ont répondu « quelqu'un d'un autre pays ». Le flou de la notion n'est que rarement souligné dans les réponses. Seuls 9 % ont fourni des réponses telles qu'« un nouvel arrivant » ou « un inconnu ». Dans les entretiens, le mot « étranger » était également quasi automatiquement associé au critère de la nationalité. Les moyens de son acquisition entrent également en jeu. À Yeoville, les élèves tendent à établir une différence d'appartenance entre les élèves nés en Afrique du Sud de parents sud-africains et ceux nés de parents non sud-africains. Quand je demandais leur nationalité, les élèves m'incitaient à préciser si j'entendais la nationalité « de droit ou de naissance ». Ils opèrent en effet la distinction entre une citoyenneté acquise par descendance ou par naturalisation. Lors des ateliers, des élèves dont les parents venaient d'Angola et du Congo, ayant toujours vécu à Johannesburg et se disant sud-africains, ont subi des virulentes protestations de leurs camarades à deux reprises. Pour eux, la migration transfrontalière ne peut autoriser à clamer l'appartenance au pays d'accueil : « On peut pas déménager dans un autre pays et devenir complètement quelqu'un d'autre » (atelier, 3^e, Yeoville).

Le lieu de naissance revêt une importance fondamentale pour les élèves car il renvoie aux « racines ». Les élèves ayant participé aux ateliers théâtre à Yeoville ont ainsi souligné l'importance de connaître les noms de ses ancêtres, car cela indique sa tribu et son statut. Deux participantes étaient fières de m'annoncer qu'elles étaient des « filles de chef », et que chaque membre de leur communauté devait leur témoigner du respect quand elles retournaient dans leurs villages au Cap Oriental. Cela montre que les identités tribales, qui préexistaient au système des bantoustans mais que ce dernier a rigidifiées, continuent d'influencer les subjectivités des élèves, même en centre-ville, où le zonage ethnique n'a jamais été pratiqué.

De plus, les discours des lycéens reflètent la criminalisation officielle des sans-papiers. Ils croient souvent que les migrants viennent et résident illégalement en tant qu'« étrangers sans papiers ». L'expression « sauteur de frontière » (*border-jumpers*) désigne ainsi fréquemment les Zimbabwéens. Les mythes du franchissement de la rivière Limpopo « à la nage pour échapper aux crocodiles » sont répandus, et les élèves immigrés les utilisent pour railler l'ignorance de leurs camarades.

Enfin, la figure de l'étranger est très racialisée. La plupart des élèves ont souligné que les « étrangers » ont une peau « trop noire ». Pour beaucoup d'élèves, les discriminations envers les « étrangers » devraient être appelées « racisme », et le terme est généralement employé comme synonyme de discrimination. Les élèves se montraient parfois en colère lorsqu'ils commentaient ces formes racistes de xénophobie :

Ils disent « tuez ces gens, ils prennent notre travail »... Mais ils ne le disent qu'à des Noirs, comme nos frères du Nigeria. Et les Blancs alors ? Parce qu'il y a aussi des Blancs d'autres pays ici. Ils travaillent aussi ! Pourquoi ils ne se plaignent pas d'eux ? Nous créons nos propres frontières entre nous (groupe de discussion, 2^{de}/1^{re}, Alexandra).

Les Blancs, presque entièrement absents des quartiers étudiés, ne sont en effet pas étiquetés « étrangers » par les lycéens. Cette racialisation de la figure de l'étranger et de l'appartenance reflète à la fois la citoyenneté différenciée parmi les Sud-Africains à l'époque coloniale et de l'apartheid, et le système d'immigration à double entrée.

Ainsi, les classifications raciales, la nationalité, les frontières internationales et rurales influencent la perception de l'étranger chez les lycéens. Les interpellations étatiques identitaires du colonialisme et de l'apartheid sont recyclées dans le discours des élèves. Ils confirment le caractère hégémonique du discours politique de la xénophobie décrit par Neocosmos. Cependant, les discours seuls ne permettent pas de saisir les appropriations subjectives de l'étranger chez les lycéens. Les interactions décrites par les lycéens révèlent que leurs subjectivités politiques diffèrent localement.

« Ici, ça craint pas autant qu'à Soweto » : les exclusions dans les lycées des townships

Les questionnaires révèlent que les lycéens de Yeoville sont plus susceptibles que ceux d'Alexandra de contester les stéréotypes dominants sur les migrants internationaux. Ainsi, 38 % et 33 % des lycéens de Yeoville y réfutaient les affirmations selon lesquelles les « étrangers prennent le travail des Sud-Africains » et « travaillent plus dur que les Sud-Africains », ce qui représente respectivement 8 % et 11 % de plus qu'à Alexandra. Là, ils étaient plus nombreux à considérer que l'accès à l'emploi devrait être réservé aux Sud-Africains. De même, 42 % des élèves d'Alexandra contre 19 %⁵ de ceux de Yeoville étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle les « étrangers sans papiers ne devraient pas avoir accès aux écoles ou aux hôpitaux sud-africains ». À Yeoville, de nombreux élèves ont souligné que l'obtention de papiers peut s'avérer difficile ; alors qu'à Alexandra ils avaient tendance à criminaliser les sans papiers. Les groupes de discussion à Orlando Est ont confirmé la prévalence de stéréotypes à l'égard des migrants internationaux parmi les lycéens de la township : « On pense que les Zimbabwéens qui viennent n'ont pas d'argent et volent... Et que les Nigériens vendent de la drogue » (groupe de discussion, 5^e/2^{de}, Orlando Est).

5. 27 % parmi les lycéens sud-africains de Yeoville.

Les discours des lycéens des townships laissent ainsi entrevoir des attitudes plus excluantes vis-à-vis des migrants internationaux. Il est plus difficile d'étudier les interactions entre les lycéens et les migrants internationaux dans et autour des lycées étudiés. Des entretiens conduits avec des professeurs zimbabwéens à Yeoville, qui avaient enseigné brièvement dans des lycées des townships, et avec des proviseurs suggèrent que les élèves ont tendance à être plus indisciplinés avec les enseignants non sud-africains. Cette question mériterait d'être davantage explorée. L'histoire racontée par la lycéenne Lilly suggère que la minorité des élèves migrants internationaux scolarisée dans les townships est particulièrement exposée aux discriminations.

Lilly, qui est moitié zimbabwéenne et swazie, scolarisée à Yeoville lors de l'entretien, m'a expliqué qu'elle avait dû fuir son ancien lycée à Soweto, car elle y était rejetée par les élèves. Elle a grandi à Soweto depuis ses trois ans et parle parfaitement isiZulu. Elle peut passer pour sud-africaine et garde sa nationalité discrète. Mais, un jour, un professeur l'a accidentellement révélée :

Les profs nous ont demandé un certificat de naissance pour jouer au netball. J'ai apporté mon certificat zimbabwéen. Quand je l'ai donné à la prof, elle a dit « ce certificat est différent ! » et l'a mis de côté, juste pour voir la nationalité. Ses élèves l'ont vu et ils se sont mis à répéter « Lilly est une Zimbabwéenne ». Après, pendant la récréation, ils se sont TOUS précipités vers moi en disant « Lilly tu es une Zimbabwéenne ! », parce qu'à Soweto, normalement, y a que des citoyens locaux. Les Zimbabwéens ne sont pas d'ici. Ils ont pris des papiers et écrit « Lilly est une Zimbabwéenne », et ils les ont accrochés aux arbres de la cour... Ils ont dit au proviseur que je suis différente parce que je suis étrangère, une Kwerekwere. C'est pour ça que j'ai changé d'école... (Lilly, 1^{re}, Yeoville).

La suspicion ostentatoire de l'enseignante à l'égard du certificat, qui ne servait probablement qu'à confirmer l'âge pour participer à un match de netball, témoigne peut-être de sa méconnaissance des règles de confidentialité. Elle est avant tout symptomatique de la pression accrue qui s'exerce sur le personnel scolaire dans les écoles publiques pour vérifier les papiers des élèves, surtout ceux des immigrés [Bouyat, 2018]. Cette pression passe par la menace de sanctions financières pour accueil d'élèves considérés « étrangers illégaux » en vertu de l'*Immigration Act* de 2002. Ces « barrières de papier » et le fait que les immigrés nouvellement arrivés soient mal équipés pour la scolarité multilingue spécifique aux townships, filtrent leur présence et en font des exceptions remarquables qui préféreraient ne pas être remarquées. Le rejet de Lilly fait aussi écho à la récurrence des attaques xénophobes à Soweto. Certes, les élèves impliqués ont été punis et un message de lutte contre les discriminations a été porté par le proviseur. Pourtant, pour Lilly, il était trop risqué de rester là où elle n'était « visiblement pas la bienvenue » si jamais

« des attaques xénophobes éclataient ». Elle souligne au contraire que Yeoville est un refuge contre la xénophobie : « Ici, ça craint pas autant qu'à Soweto. » Ainsi, le filtrage des élèves immigrés dans les lycées publics, la prévalence de discours et attaques xénophobes, combinés au comportement de l'enseignante, ont fabriqué le rejet de Lilly et sa décision de quitter le lycée et le quartier. C'est un exemple de mobilité spatiale visant à échapper à l'inertie de la xénophobie exacerbée dans un lieu [Bourdieu, 1993].

Toutefois, les discriminations quotidiennes au lycée prennent plutôt la forme de brimades, portant la plupart du temps sur la langue. À Yeoville, les différences linguistiques recouvrent peu ou prou les différences de nationalité, et l'exclusion vise plutôt les Congolais francophones et les Angolais lusophones. À Alexandra et Orlando, les moqueries ciblent plutôt les migrants ruraux, dont les élèves qui parlent l'isiXhosa, venant du Cap Oriental, ou ceux qui parlent venda et sepedi, originaires du Limpopo. Or, même si les lycéens de Yeoville ne considéraient pas de tels comportements comme relevant de la discrimination, ceux d'Alexandra et d'Orlando Est les qualifiaient plus volontiers de « tribalisme ». Dans les groupes de discussion, les élèves d'Orlando Est considéraient même le tribalisme comme « la pire discrimination » s'exerçant à leur encontre, plus encore que la xénophobie. Ceci est d'autant plus significatif que des attaques sont survenues devant le lycée quelques semaines avant la discussion. Cela indique que la stratégie du « diviser pour mieux régner » lors de la constitution des townships [Bonner et Segal, 1998] a laissé des traces encore perceptibles chez les élèves.

Les attitudes des élèves de Yeoville semblent donc plus inclusives envers les migrants internationaux, et celles des lycées des townships semblent plus exclusives en général. Les subjectivités politiques sont contrastées localement. Ces disparités sont exacerbées par le personnel scolaire.

Quand les pratiques du personnel scolaire (dé)font les frontières

Les pratiques du personnel diffèrent entre Yeoville et les townships. En effet, le personnel scolaire se fait le relais de la diversité urbaine et des cultures politiques locales. Pour analyser leur rôle, le concept d'« habitus organisationnel-racial » forgé par Carter [2012, p. 73-74] est utile. En s'appuyant sur une comparaison entre des lycées d'Afrique du Sud et des États-Unis, Carter montre que les lycées sont des organisations créant des dispositions parmi les élèves et qu'elles conditionnent leur capacité à évoluer dans différents contextes culturels. Elle conclut que l'histoire et la localisation d'un lycée ont une influence décisive sur les manières d'agir du personnel et que cela contribue à renforcer ou à déconstruire les frontières entre les élèves. Les pratiques du personnel scolaire

permettent ainsi d'expliquer en partie les contrastes entre les subjectivités politiques des lycéens.

Au sein des lycées de Yeoville, le personnel s'est ouvertement positionné contre la xénophobie. Ils ont accueilli très favorablement ma recherche, et travaillent régulièrement avec l'une des ONG les plus influentes du pays sur la question des migrants, l'African Diaspora Forum (ADF), dont le siège se trouve à Yeoville. En avril 2015, certains élèves ont pris part à la « marche des habitants de Johannesburg contre la xénophobie », coorganisée par l'ADF [Bouyat et Malavoli, 2016]. J'ai également reçu le soutien du personnel pour la création d'une pièce de théâtre avec les élèves sur les attaques, jouée devant certaines classes en mai 2015. Des activités interculturelles telles que l'*Africa Day* sont fréquemment proposées par les lycées. Le militantisme antixénophobie fait partie de leur habitus organisationnel. Les proviseurs ont même expliqué que cette posture pouvait faire des lycées une cible lors des attaques. En avril 2015, alors qu'elles éclataient dans la banlieue voisine de Jeppestown, des rumeurs circulaient à tel point que les lycées fermèrent leurs portes pour une journée.

A contrario, dans les lycées des townships, la xénophobie semble peu abordée. Lors des ateliers à Alexandra, les élèves se montraient désireux d'engager la discussion sur les attaques. Certains élèves plus âgés se rappelaient avoir évoqué les attaques de mai 2008 à l'école, mais pas en 2015. À Orlando Est, des professeurs ont indiqué avoir planifié un dialogue :

Je commencerai par dire : on obtient ce pour quoi on a travaillé. Vous ne pouvez pas prendre le bien d'autrui et penser que ça vous permettra de vivre. On ne peut voler qu'une seule fois... Et rappelez-vous que des gens meurent quand il y a de la xénophobie ! La police viendra, ils vont tirer, c'est une émeute... Vous vous mettez en danger (professeur de sciences sociales, Orlando Est).

La priorité semblait pragmatiquement être de dissuader les élèves de piller, laissant peu de place à la déconstruction du discours xénophobe. Les professeurs à Alexandra considéraient eux que « c'en était fini » de la xénophobie. Le proviseur a remarqué que les attaques ont « stigmatisé » le quartier et semblait peu enclin à encourager des discussions.

Ces réponses timides font écho aux difficultés qui se présentèrent post-mai 2008, lorsque l'ADF tenta de monter un ambitieux projet de « carnaval panafricain » à Alexandra. Il était conçu comme un projet de réconciliation et visant à restaurer la « politique radicale-inclusive » locale. L'ADF réussit à établir des partenariats avec la police et le département de l'Éducation pour animer des ateliers dans 18 lycées d'Alexandra pour préparer le carnaval. Des élèves ont même été reçus par des ambassadeurs, dont celui du Zimbabwe par exemple [ADF, 2008].

Cependant, les syndicats SADTU et COSAS mirent fin au projet, en déclarant ne pas avoir été suffisamment associés. D'après une membre de l'ADF impliquée dans le projet, ils mentionnèrent que le carnaval ternirait la réputation d'Alexandra. À leurs yeux, mener un projet antixénophobe suggérait implicitement que les habitants étaient xénophobes. Ils s'opposèrent probablement aussi car ils n'avaient pas le contrôle sur les ressources et la promotion du carnaval.

L'amalgame entre « dénonciation des attaques » et « stigmatisation », revenu en 2008 et en 2015, témoigne ainsi du caractère politiquement sensible de la xénophobie à Alexandra, qui entrave la capacité à l'aborder en classe.

De plus, la mise à l'écart des migrants ruraux dans les lycées des townships semble renforcée par le personnel. En effet, plusieurs lycéens ont évoqué des discriminations liées à la langue, qu'ils estiment relever du « tribalisme » pratiqué par le personnel. Leo a ainsi raconté comment les professeurs se regroupent « par langue » :

Ce truc de la salle des profs nous affecte beaucoup... Ils ont des salles de profs dans lesquelles ils se mettent entre eux ! Cette salle est Pedi, celle-ci est Xhosa, celle-là est Zulu. Si je vais là, ils sauront qu'untel est Pedi. Ça marche comme ça (Leo, 1^{re}, Alexandra).

Mes observations confirment que le personnel, tout comme les lycéens, a tendance à se regrouper en fonction des langues parlées, ce qui ne peut être considéré comme une pratique délibérée d'exclusion, mais renforce de fait les clivages. Son institutionnalisation par l'école est toutefois difficile à trancher sans davantage de recherche. Cependant, il est significatif que Leo l'ait décrit comme quelque chose qui « affecte énormément » les lycéens. Il a aussi évoqué comment un professeur a rabaisé un élève lors d'un cours, car ce dernier parlait xhosa. Le syndicat COSAS s'est saisi de l'affaire mais, selon Leo, le département de l'Éducation l'a étouffée :

C'était un prof Pedi et il s'adressait à un élève en disant « tu es un Xhosa, tu es stupide, tu ne sais rien ». Avec COSAS, nous sommes passés à l'action. Ils ont ouvert un dossier et fait une enquête. Le département [d'Éducation] a tenu une réunion. On a dit, on ne veut plus de ce prof ! Il y avait assez de preuves pour dire qu'il était en tort, tous les élèves étaient d'accord ! Mais le directeur du district a étouffé l'affaire, le prof est toujours là.

Il s'agit du seul cas de « tribalisme » officiellement signalé et pris en charge par le département. Toutefois, la frustration de Leo prouve que l'intervention n'a pas mis fin au conflit. Le signalement confirme la forte politisation des discriminations scolaires à Alexandra. Mes recherches suggèrent que certains enseignants se livrent à des railleries plus ou moins ouvertes en fonction de la tribu des élèves, mais cela reste souvent inaperçu.

Conclusion

Les représentations de l'étranger en Afrique du Sud sont façonnées par les multiples restrictions de la liberté de mouvement et la ségrégation raciale et ethnique du passé. La xénophobie contemporaine en porte les marques et reflète l'imposition d'une distinction « impulsée du haut » entre nationaux et non-nationaux post-1994, renforcée depuis 2008. La conception de la citoyenneté postapartheid fondée sur l'indigénité et la passivité est de plus en plus hégémonique. Néanmoins, elle n'est pas uniformément adoptée. Dans les lycées panafricains de Yeoville, les élèves de divers pays africains étudient ensemble et entendent des langues étrangères dans les rues. Leurs professeurs viennent souvent d'autres pays et promeuvent les échanges interculturels. Bien que les stéréotypes et discriminations soient présents, la fréquentation des lycées semble atténuer les attitudes négatives des élèves à l'égard des migrants internationaux. La mobilisation antixénophobe est forte dans le quartier, et fait partie intégrante de l'habitus organisationnel des lycées. En revanche, les élèves migrants internationaux constituent une petite minorité dans les townships. Les étrangers sont plutôt associés à la figure de l'épicier ou du vendeur de rue, créant un ressentiment populaire toujours plus fort dans les contextes de ségrégation persistante et de crise des infrastructures. Des récits susceptibles de contrecarrer les stéréotypes xénophobes trouvent peu d'écho au sein des lycées en situation de pénurie chronique. Dans ces derniers, évoquer les attaques qui éclatent dans les environs est plutôt tabou : le sujet divise et stigmatise les habitants. Les pratiques du personnel scolaire tendent même à renforcer les frontières linguistiques et la marginalisation des élèves appartenant à des minorités, dans des townships historiquement marqués par la distinction entre résidents urbains et migrants ruraux.

Ces disparités spatiales ne sont pas fixes. Il semble pertinent de creuser comment les espaces de diffusion d'un discours xénophobe hégémonique sont reconfigurés dans le temps. Plus précisément : comment la capacité d'atténuation de la xénophobie peut-elle dépasser son ancrage local, et quel rôle d'amplificateur les lycées peuvent-ils jouer ? Pour explorer ces questions, la notion de « travail de transplantation » proposée par Bourdieu [1993] mériterait d'être précisée. Il me semble stimulant de différencier un travail de transplantation « par l'import », qui attire comme un aimant ; et un travail « par l'export », qui rayonne. Le rayonnement requiert des moyens importants. L'ADF propose régulièrement des interventions ponctuelles dans les écoles de townships affectés par la violence xénophobe. Cependant, un projet qui s'étend dans le temps et cherche à dépasser le périmètre scolaire est politiquement plus complexe et nécessite davantage de budget, comme l'illustre l'annulation du carnaval à Alexandra, qui devait initialement se tenir sur trois années. Au contraire, le travail « aimanté » semble plus prometteur. Les lycées

de Yeoville constituent un refuge pour les élèves immigrés touchés par la xénophobie, y compris ceux des townships. Ils fournissent une plateforme pour nouer des mobilisations contre la xénophobie ou des festivités panafricaines en réunissant des lycéens d'autres quartiers. Attirer des visiteurs pour des séjours marquants semble diffuser l'atténuation localisée de la xénophobie, car ces séjours sont incorporés dans les structures mentales. Le passage dans les lycées de Yeoville permet la poursuite de trajectoires scolaires pour les élèves immigrés de Johannesburg, auxquels l'accès aux lycées publics est refusé car ils n'ont pas les papiers requis. Les lieux scolaires de l'antixénophobie ont ainsi une capacité à voyager et à créer des brèches, qui rappellent que la xénophobie, à l'instar de tout discours hégémonique, reste toujours inachevée, y compris dans ses formes spatiales.

Bibliographie

- ADF (2008), *Alex Pan African Carnival. Report on activities*, Summary.
- BENIT-GBAFFOU C. et MKWANAZI E. (2012), « Expressions de la xénophobie en réunion publique et construction d'une identité de quartier : le cas de Yeoville, à Johannesburg », *Politique africaine*, n° 127.
- BONNER P. et SEGAL L. (1998), *Soweto, A History*, Maskew Miller Longman, Cape Town.
- BOURDIEU P. (1993), « Effets de lieu », in P. BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, Seuil, Paris.
- BOUYAT J. (2018), « Des barrières de papier digitalisées : vérifications d'identité et exclusion des élèves immigrés dans les lycées populaires de Johannesburg », *Politique africaine*, n° 152.
- BOUYAT J. et MALAVOLTI C. (2016), « #NOTOXENOPHOBIA prend la rue à Johannesburg », *Journal des anthropologues*, n° 144.
- CARTER P. (2012), *Stubborn Roots, Race, Culture, and Inequality in U.S. and South African Schools*, Oxford University Press, Oxford.
- DE WET T. *et al.* (2008), *Johannesburg Poverty and Livelihood Study*, Centre for Social Development in Africa, Johannesburg.
- FAUVELLE-AYMAR C. et SEGATTI A. (2011), « People, space and politics : an exploration of factors explaining the 2008 anti-foreigner violence in South Africa », in L. LANDAU (dir.), *Exorcising the Demons Within. Xenophobia, Violence and Statecraft in Contemporary South Africa*, Wits University Press, Johannesburg.
- FOURCHARD L. (2018), *Trier, excluder et policer. Vies urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*, Les Presses de Sciences Po, Paris.
- FOURCHARD L. et SEGATTI A. (2015), « Introduction of xenophobia and citizenship : the everyday politics of exclusion and inclusion in Africa », *Africa*, n° 85.
- HAYEM J. (2013), « From May 2008 to 2011 : xenophobic violence and national subjectivity in South Africa », *Journal of Southern African Studies*, n° 39.
- KATSAURA O. et ABE T. (2016), « Social cohesion against xenophobic tension : a case study of Yeoville, Johannesburg », *African Study Monography*, n° 37.

HÉRODOTE

- MISAGO J.-P. et MLILO S. (2019), *Xenophobic Violence in South Africa: 1994-2018, an Overview*, Wits University Press, Johannesburg.
- NEOCOSMOS M. (2006), *From Foreign Natives to Native Foreigners: Explaining Xenophobia in Contemporary South Africa*, Codesria, Dakar.
- NIEFTAGODIEN N. (2011), « Xenophobia's local genesis : historical constructions of insiders and the politics of exclusion in Alexandra township », in L. LANDAU (dir.), *Exorcising the Demons Within. Xenophobia, Violence and Statecraft in Contemporary South Africa*, Wits University Press, Johannesburg.
- NIEFTAGODIEN N. (2015), « Public history in Alexandra: facing the challenges of tourism and struggle heroization », in R. SILVERMAN (dir.), *Museum as Process: Translating Local and Global Knowledge*, Routledge, New York.
- PEBERDY S. (2001), « Imagining immigration: inclusive identities and exclusive politics in post-1994 South Africa », *Africa Today*, n° 48.
- SEGATTI A. (2011), « Reforming South African immigration policy in the post-apartheid period (1990-2010) », in A. SEGATTI et L. LANDAU (dir.), *Contemporary Migration to South Africa: a Regional Development Issue*, World Bank.
- STATSSA (2018), *Mid-Year Population Estimates 2018*.